

**Vœu de la majorité départementale
relatif au mouvement des « Gilets Jaunes » et aux revendications sociales
qui y sont liées**

Au-delà de la question de la taxation des carburants, c'est une colère beaucoup plus large qui s'exprime aujourd'hui au sein des différentes manifestations et des blocages organisés sur nos ronds-points avec le mouvement des « gilets jaunes ».

La traduction et l'ampleur de ce mouvement sur le territoire gardois ont des conséquences très préjudiciables pour l'ensemble de notre tissu économique dont l'activité tourne aujourd'hui au ralenti.

Alors que le Gard est le cinquième département le plus pauvre de notre pays, un apaisement rapide de la situation est indispensable, sous peine de conséquences dramatiques pour l'emploi.

Or, si les réponses apportées par le Président de la République et son Premier Ministre sont certes un premier pas, elles apparaissent insuffisantes au regard du profond mal être de nos populations et leur mobilisation actuelle en est l'écho.

Ce malaise est celui d'une vision pessimiste de l'avenir de notre pays. Aussi, nous encourageons l'engagement rapide et concret de la transition énergétique et écologique, laquelle doit être nécessairement sociale, solidaire et juste pour l'ensemble des territoires.

Cette transition ne peut plus rester un vœu pieux, mais bien devenir une priorité majeure car il s'agira d'un puissant moteur de progrès. Les recettes (7,8 milliards d'euros en 2018) qui découlent de l'augmentation de la fiscalité écologique doivent être dédiée à la mise en place de solutions bénéfiques pour le plus grand nombre.

Chaque euro collecté doit être rendu à la transition écologique pour lutter contre la précarité énergétique, développer les transports en commun...

De même, la relance du pouvoir d'achat doit emprunter plusieurs voies : baisse de la CSG, revalorisation nette et conséquente du SMIC, arrêt du gel du point d'indice pour les fonctionnaires, encadrement des mouvements des tarifs du carburant, refonte progressive du système fiscal via la réorientation du CICE, l'abrogation de la "flat-tax" pour soulager les PME ou le rétablissement de l'ISF...

Autant de signes forts, de chantiers qu'il faut engager pour réduire les inégalités que pointent aujourd'hui du doigt de nombreux concitoyens.

À ce sentiment d'inéquité s'ajoute la dénonciation du recul des services publics, conséquence directe de la réduction des marges d'intervention des collectivités locales, fragilisant de fait leur rôle d'institutions démocratiques de proximité.

Les dernières semaines, émaillées de violences à l'égard des élus et des institutions que nous condamnons sans détour, témoignent de cet éloignement et de cette perte de confiance constatées depuis plusieurs années déjà.

Aussi, les économies voulues par Bercy ne doivent pas se reporter sur les collectivités car, à la fin, le contribuable en sera le premier lésé, que ce soit en termes de prix ou de qualité de service.

La rigueur imposée depuis des années n'a fait que renforcer la fracture territoriale entre les pôles urbains et les zones rurales, ce à quoi notre institution départementale ne peut se résoudre.

C'est pourquoi nous demandons à ce que les règles du Pacte financier, qui contraignent à limiter nos dépenses de fonctionnement à une augmentation de moins de 1.2 %, soient revues, au moins en ce qui concerne les dépenses sociales car celles-ci dépendent directement du contexte socio-économique global et non de nos choix politiques.

De même, nous souhaitons que l'État, sur le sujet des Mineurs Non Accompagnés comme celui de la déclinaison à venir du Plan Pauvreté, apporte des garanties afin de faire face à la situation gardoise.

Enfin, alors que la V^e République apparaît à bout de souffle, une réforme institutionnelle via la révision de la Constitution pourrait être un passage obligé pour redonner du sens et de nouvelles perspectives à notre démocratie.

Si ces demandes sont pour nous des conditions essentielles pour agir face à l'urgence sociale, nous ne nous soustrairons pas pour autant à nos responsabilités.

Aussi, soucieux de prendre notre part à l'indispensable travail de reconstruction du lien de confiance entre les citoyens et leurs représentants, nous nous inscrivons dans une démarche constructive pour apporter une réponse à la hauteur des enjeux.